

**Neuvième Conférence des États parties
chargée de l'examen de la Convention
sur l'interdiction de la mise au point,
de la fabrication et du stockage des
armes bactériologiques (biologiques)
ou à toxines et sur leur destruction**

15 février 2022
Français
Original : anglais

Comité préparatoire

Genève, 20 décembre 2021 et 4-11 avril 2022

Point 7 de l'ordre du jour

Examen complet de toutes les dispositions de la Convention

**Accords auxquels sont parvenues les Réunions des États
parties au cours du programme intersessions en place
de 2017 à 2020**

Document d'information soumis par l'Unité d'appui à l'application*

Résumé

Le Comité préparatoire a décidé de demander à l'Unité d'appui à l'application d'établir un document d'information faisant état des accords auxquels étaient parvenues les Réunions des États parties au cours du programme intersessions en place de 2017 à 2020 (voir [BWC/CONF.IX/PC/2](#), par. 27). L'Unité d'appui à l'application a donc établi le présent document, où sont reproduits les paragraphes issus des rapports respectifs adoptés par les Réunions des États parties de 2017, 2018, 2019 et 2020. Dans le but de faciliter les préparatifs des États parties en vue de la neuvième Conférence d'examen, une liste des documents de travail soumis par les États parties et une analyse des données relatives à la participation aux réunions tenues au titre de la Convention sur les armes biologiques sont annexées au présent document.

I. Introduction

1. Le document final de la huitième Conférence d'examen, dans sa partie traitant des décisions et recommandations, contient la décision suivante¹ :

« 6. À sa dernière séance plénière, le 25 novembre 2016, la Conférence a décidé que les États parties tiendraient des réunions annuelles. Lors de la première de ces réunions, qui se tiendra à Genève à partir du 4 décembre 2017 pour une durée maximale de cinq jours, les États parties s'efforceront de progresser sur les questions de fond et de procédure avant la Conférence d'examen suivante, afin de s'entendre sur un processus intersessions.

7. Suivant la pratique convenue à la septième Conférence d'examen, la Conférence a décidé que la première réunion annuelle sera présidée par un représentant du Groupe des États membres du Mouvement des pays non alignés et autres États ; la deuxième, par un représentant du Groupe des États d'Europe

* Le présent document a été soumis tardivement en raison de circonstances indépendantes de la volonté du soumetteur.

¹ Voir le document [BWC/CONF.VIII/4](#), partie III, par. 6 à 12.



orientale ; la troisième, par un représentant du Groupe occidental ; et la quatrième, par un représentant du Groupe des États membres du Mouvement des pays non alignés et autres États. À chaque réunion annuelle, le Président sera secondé par deux vice-présidents, représentant chacun des deux autres groupes régionaux.

8. La Conférence décide de renouveler le mandat de l'Unité d'appui à l'application tel qu'il a été convenu à la septième Conférence d'examen, *mutatis mutandis*, pour la période allant de 2017 à 2021. Les réunions annuelles seront l'occasion d'examiner les rapports annuels de l'Unité d'appui à l'application et de progresser dans l'universalisation.

9. La Conférence décide de maintenir la base de données sur la coopération mise en place par la septième Conférence d'examen. Avec les contributions qu'elle recevra des États parties, l'Unité d'appui à l'application s'attachera à améliorer cette base de données afin qu'elle soit plus détaillée et plus facile d'utilisation et qu'elle rende compte, de manière précise, actualisée et pratique, des offres et des demandes de coopération des États parties.

10. Afin de faciliter et d'accroître la participation des États parties en développement aux réunions annuelles des États parties, la Conférence décide de renouveler le programme de parrainage, financé au moyen des contributions volontaires des États parties qui sont en mesure d'en verser. Le programme de parrainage sera administré par l'Unité d'appui à l'application, en concertation avec le Président et les Vice-Présidents de la Réunion des États parties.

11. La Conférence décide que les coûts des réunions annuelles des États parties et de l'Unité d'appui à l'application seront partagés entre tous les États parties à la Convention, selon le barème des quotes-parts de l'ONU, ajusté en fonction de l'écart entre le nombre d'États Membres de l'ONU et celui des États parties à la Convention. À cet égard, la Conférence approuve les coûts estimatifs pour la période 2017-2020, tels qu'ils figurent dans le document [BWC/CONF.VIII/CRP.4](#).

12. La Conférence relève que, selon les nouvelles procédures financières de l'ONU, les fonds doivent être disponibles avant la tenue des réunions. La Conférence demande aux États parties de payer leur part des coûts estimatifs dès réception de l'avis de recouvrement que l'Organisation leur aura adressé afin d'aider à garantir que les réunions se tiendront selon le calendrier prévu. ».

2. Conformément à la décision susmentionnée de la huitième Conférence d'examen, la Conférence des États parties de 2017 est parvenue à un consensus sur les décisions suivantes² :

« 19. La Réunion des États parties de 2017 a examiné les questions de fond et de procédure à traiter avant la neuvième Conférence d'examen en vue de convenir d'un processus intersessions. Un consensus a été trouvé sur les points suivants :

a) L'utilité des programmes intersessions précédents de 2003 à 2015 a été réaffirmée, et les modalités en place, à savoir la tenue de réunions annuelles des États parties précédées de réunions annuelles d'experts, ont été maintenues ;

b) Le programme intersessions a pour but de débattre des questions qu'il a été décidé d'y inscrire, en vue de contribuer à l'adoption de vues communes et à l'adoption de mesures effectives à leur sujet ;

c) Consciente de la nécessité de mesurer ses ambitions d'amélioration du programme intersessions compte tenu des contraintes – en termes de moyens financiers et de ressources humaines – auxquelles les États parties se heurtent, la Conférence a décidé d'allouer chaque année douze journées au programme intersessions pour les années 2018 à 2020. Les travaux de cette période auront pour objectif de renforcer l'application de toutes les dispositions de la Convention de façon à mieux faire face aux enjeux actuels. Les réunions d'experts s'étaleront sur huit journées consécutives et se tiendront au moins trois mois avant les Réunions annuelles

² Voir le document [BWC/MSP/2017/6](#), par. 19.

des États parties qui dureront chacune quatre jours. Il sera fait le meilleur usage du programme de parrainage financé par des contributions volontaires afin de faciliter la participation des États parties en développement aux séances du programme intersessions ;

d) Les séances de la Réunion des États parties seront présidées par un représentant du Groupe des États d'Europe orientale en 2018, un représentant du Groupe occidental en 2019 et un représentant du Groupe des pays non alignés et autres États en 2020. À chaque réunion annuelle, le Président sera secondé par deux vice-présidents, représentant chacun l'un des deux autres groupes régionaux. Outre les rapports des réunions d'experts, les Réunions des États parties examineront le rapport annuel de l'Unité d'appui à l'application et le rapport sur les activités en matière d'universalisation. Les réunions d'experts seront présidées en 2018 par le Mouvement des pays non alignés (première et deuxième réunions) et le Groupe occidental (troisième et quatrième réunions), en 2019 par le Groupe des États d'Europe orientale (première et deuxième réunions) et le Mouvement des pays non alignés (troisième et quatrième réunions), et en 2020 par le Groupe occidental (première et deuxième réunions) et le Groupe des États d'Europe orientale (troisième et quatrième réunions) ; la cinquième réunion sera dirigée par le groupe régional assurant la présidence de la Réunion des États parties ;

	Réunion des États parties	1 ^{ère} réunion d'experts	2 ^e réunion d'experts	3 ^e réunion d'experts	4 ^e réunion d'experts	5 ^e réunion d'experts
2018	Groupe des États d'Europe orientale	Mouvement des pays non alignés	Mouvement des pays non alignés	Groupe occidental	Groupe occidental	Groupe des États d'Europe orientale
2019	Groupe occidental	Groupe des États d'Europe orientale	Groupe des États d'Europe orientale	Mouvement des pays non alignés	Mouvement des pays non alignés	Groupe occidental
2020	Mouvement des pays non alignés	Groupe occidental	Groupe occidental	Groupe des États d'Europe orientale	Groupe des États d'Europe orientale	Mouvement des pays non alignés

Toutes les réunions seront régies *mutatis mutandis* par le Règlement intérieur de la huitième Conférence d'examen.

e) Les réunions d'experts seront ouvertes à tous et les sujets suivants seront examinés :

Première réunion d'experts (2 jours) : Coopération et assistance, l'accent étant mis sur le renforcement de la coopération et de l'assistance au titre de l'article X

- Examen des rapports des États parties sur l'application intégrale de toutes les dispositions de l'article X ;
- Examen du rapport de l'Unité d'appui à l'application sur le fonctionnement de la base de données sur l'assistance et la coopération mise en place par la septième Conférence d'examen et maintenue en place par la huitième Conférence d'examen, et réflexion quant à la poursuite de sa mise en œuvre, y compris au moyen de mesures visant à en améliorer le fonctionnement, notamment à la lumière du rapport [BWC/MSP/2017/4](#) ;
- Recensement des difficultés et obstacles rencontrés dans le plein développement de la coopération, de l'assistance et des échanges internationaux en vue de l'application des sciences et des techniques biologiques, y compris les équipements et les matières, à des fins pacifiques, et moyens envisagés pour les surmonter ;
- Élaboration de directives et de procédures pour mobiliser des ressources, y compris des contributions financières versées à titre volontaire pour remédier aux lacunes et répondre aux besoins ;

- Mise en œuvre de programmes d'éducation, de formation, d'échanges et de jumelage et d'autres moyens de développer les ressources humaines dans le domaine des sciences et techniques biologiques au service de la mise en œuvre de la Convention, en particulier dans les pays en développement ;
- Renforcement, par la coopération internationale, des capacités en matière de sécurité et de sûreté biologiques aux fins de la détection des épidémies de maladies infectieuses ou des attaques biologiques, de l'établissement de rapports y relatifs et de la lutte contre ces épidémies ou attaques, s'agissant notamment de préparation et d'intervention, et de la gestion et de l'atténuation des crises ;
- Collaboration avec les organisations et les réseaux internationaux de lutte contre les maladies infectieuses à tous les niveaux, et coopération régionale et sous-régionale pour promouvoir l'application de tous les articles de la Convention.

Deuxième réunion d'experts (2 jours) : Examen des évolutions survenues dans le domaine de la science et de la technologie présentant un intérêt pour la Convention

- Examen des avancées scientifiques et technologiques intéressant la Convention, notamment en ce qui concerne le renforcement de l'application de tous les articles de la Convention ainsi que le recensement des avantages et des risques potentiels de ces avancées, en accordant une attention particulière à leurs incidences positives ;
- Évaluation et gestion des risques biologiques ;
- Élaboration d'un modèle de code de conduite volontaire à l'intention des biologistes et de tout le personnel concerné, et éducation à la sûreté biologique, sur la base des travaux déjà effectués sur cette question dans le cadre de la Convention et en tenant compte du contexte national ;
- Examen en 2018 de la question spécifique de l'édition génomique en tenant compte le cas échéant des questions recensées précédemment ;
- Examen de toute autre avancée scientifique ou technologique présentant un intérêt pour la Convention ou intéressant les activités d'organisations multilatérales telles que l'OMS, l'OIE, la FAO, le secrétariat de la CIPV et l'OIAC.

Troisième réunion d'experts (1 jour) : Renforcement de l'application nationale

- Mesures relatives à l'article IV de la Convention ;
- Déclarations au titre des mesures de confiance sur les plans quantitatif et qualitatif ;
- Différents moyens de promouvoir la transparence et l'adoption de mesures de confiance dans le cadre de la Convention ;
- Contribution de la coopération et de l'assistance internationales au titre de l'article X au renforcement de la mise en œuvre de la Convention ;
- Questions liées à l'article III, y compris les mesures efficaces de contrôle des exportations, en pleine conformité avec tous les articles de la Convention, notamment l'article X.

Quatrième réunion d'experts (2 jours) : Assistance, intervention et préparation

- Difficultés concrètes que pose la mise en œuvre de l'article VII, et solutions possibles ;
- Ensemble de lignes directrices et de matrices pour aider, au besoin, un État partie à soumettre une demande d'assistance au titre de l'article VII ;
- Procédures, y compris la création et l'utilisation de la base de données sur l'assistance, en vue d'améliorer la rapidité et l'efficacité de la réponse apportée sans conditions préalables à une demande d'assistance soumise par un État partie au titre de l'article VII, et coordination et coopération entre les États parties et avec les organisations internationales et régionales compétentes telles que l'OMS, l'OIE et la FAO, selon que de besoin ;

- Examen de la manière dont le concept d'unités biomédicales mobiles pourrait contribuer à une assistance, une intervention et une préparation efficaces en vue de renforcer l'application de la Convention ;
- Exploration des approches par lesquelles les États parties, individuellement ou collectivement, pourraient contribuer au renforcement des capacités internationales d'intervention en cas de flambées épidémiques de maladies infectieuses, qu'elles soient d'origine naturelle ou intentionnelle ;
- Exploration des moyens de se préparer, de réagir et de fournir une assistance en cas d'utilisation potentiellement hostile d'agents biologiques et de toxines contre l'agriculture, le bétail et le milieu naturel.

Cinquième réunion d'experts (1 jour) : Renforcement institutionnel de la Convention

- Examen de l'ensemble des approches et options envisageables pour renforcer encore la Convention et améliorer son fonctionnement par d'éventuelles nouvelles mesures juridiques ou autres prises dans le cadre de la Convention.

f) Chaque réunion d'experts établira, pour examen par la Réunion annuelle des États parties, un rapport factuel rendant compte de ses débats, ainsi que de ses éventuelles conclusions. Toutes les réunions, tant celles d'experts que celles des États parties, adopteront toute conclusion ou entérineront tout résultat par consensus. La Réunion des États parties sera chargée de gérer le programme intersessions, et notamment de prendre par consensus les mesures budgétaires et financières nécessaires à la bonne exécution de ce programme. La neuvième Conférence d'examen examinera les travaux des Réunions des États parties et des réunions d'experts ainsi que les documents qui en seront issus, et décidera par consensus de toute contribution résultant du programme intersessions et de toute suite à donner. ».

3. Bien que les Réunions des États parties de 2017, 2018, 2019 et 2020 ne soient pas parvenues, malgré la demande du Comité préparatoire, à un accord au sens des programmes intersessions précédents, on trouvera dans la partie ci-après les ententes auxquelles les Réunions des États parties sont parvenues sur diverses questions. La partie III contient quelques courtes observations d'ordre administratif et procédural que l'Unité d'appui à l'application a formulées concernant le programme intersessions. Les annexes contiennent certaines informations susceptibles d'aider les États parties à évaluer le programme intersessions dans le cadre des préparatifs de la neuvième Conférence d'examen.

II. Interprétations communes

A. Gestion du programme intersessions : questions budgétaires et financières

2017

4. En ce qui concerne ce point de l'ordre du jour, le rapport final de la Réunion des États parties de 2017 contient ce qui suit³ :

« 20. La Réunion a étudié les questions financières au titre du point 9 de l'ordre du jour. Prenant note avec préoccupation de la situation financière de la Convention, qui découle notamment de problèmes structurels liés aux arrangements de financement en vigueur et des arriérés de contributions, la Réunion a prié le Président de la Réunion des États parties de 2018 d'élaborer, en consultation avec l'Office des Nations Unies à Genève, le Bureau des affaires de désarmement de l'ONU, l'Unité d'appui à l'application et les États parties, une note d'information sur les mesures à prendre pour

³ Voir le document [BWC/MSP/2017/6](#), par. 20 et 21.

assurer la prévisibilité et la viabilité financières des réunions convenues par les États parties ainsi que de l'Unité d'appui à l'application. Les États parties examineront ce document en 2018.

21. L'Unité d'appui à l'application a soumis des évaluations prévisionnelles des dépenses liées au programme intersessions pour les années 2018 à 2020 sous la forme de deux scénarios présentant un allongement de la durée du programme de respectivement cinq et dix jours par rapport à la durée et aux coûts qui avaient été approuvés par la huitième Conférence d'examen (voir le document [BWC/CONF.VIII/5](#)). Au vu du programme intersessions arrêté au paragraphe 19, la Réunion des États parties a convenu que ces estimations de dépenses devaient être ajustées et communiquées dès que possible aux États parties dans le document [BWC/MSP/2017/5](#). ».

2018

5. En ce qui concerne ce point de l'ordre du jour, le rapport final de la Réunion des États parties de 2018 contient ce qui suit⁴ :

« 20. Les participants ont examiné le document d'information établi par le Président, M. Ljupčo Jivan Gjorgjinski ([BWC/MSP/2018/5](#)), conformément au paragraphe 20 du document [BWC/MSP/2017/6](#), qui porte sur la situation financière et recense les mesures qui pourraient être prises pour assurer la prévisibilité et la durabilité, en vue de la bonne exécution du programme intersessions. M. Clemens Adams, Directeur de l'administration de l'Office des Nations Unies à Genève, a présenté l'état des contributions et les perspectives financières concernant la Convention le 5 décembre 2018. M. Adams et M^{me} Anja Kaspersen, Directrice du Service de Genève du Bureau des affaires de désarmement, ont répondu aux questions des délégations. Les États parties ont reconnu que les difficultés financières concernant la Convention provenaient de trois sources principales : le non-versement des contributions par certains États parties, les retards dans le versement des contributions par d'autres États parties et les besoins de financement de l'Organisation des Nations Unies au titre d'activités non financées par le budget ordinaire de l'ONU. Pour remédier à cette situation, la Réunion des États parties a approuvé les mesures suivantes :

A. Mesures visant à encourager les versements en temps voulu

21. La Réunion des États parties :

a) A souligné que le versement ponctuel et intégral des contributions annuelles par les États parties était évidemment de la plus haute importance pour la viabilité financière de la Convention et la mise en œuvre intégrale du programme de travail intersessions, et a souligné que les États parties devaient honorer leurs obligations au titre de la Convention ;

b) A prié les États parties redevables d'arriérés de contributions de s'acquitter dans les meilleurs délais des montants restant dus ;

c) Prenant note des difficultés rencontrées par certains États parties pour ce qui est d'honorer leurs obligations financières, a prié le Président de la Réunion des États parties de prendre contact avec ces États parties pour mieux comprendre les raisons du non-versement des contributions et encourager un paiement rapide ;

d) A demandé à tous les États parties de s'efforcer d'acquitter les factures au plus tôt et, si possible, avant le début de l'année ; et

e) A demandé à l'Office des Nations Unies à Genève d'envoyer les factures au moins quatre-vingt-dix jours avant le début de l'année.

⁴ Voir le document [BWC/MSP/2018/6](#), par. 20 à 24.

B. Mesures visant à garantir des disponibilités suffisantes

22. Les participants à la Réunion des États parties ont convenu de ce qui suit :

a) À titre de mesure provisoire à réexaminer à la neuvième Conférence d'examen pour en vérifier l'efficacité et étudier la possibilité d'un financement par les contributions dues, en attendant d'autres mesures pouvant permettre de garantir des disponibilités suffisantes, créer un Fonds de roulement qui serait financé par des contributions volontaires et utilisé uniquement comme source de financement à court terme en attendant le versement des contributions raisonnablement anticipées, compte tenu du taux moyen de recouvrement et du rythme des versements au cours des trois années précédentes. Les prélèvements sur le Fonds de roulement devraient être remboursés au Fonds à partir des contributions annuelles des États parties dans un délai de douze mois. Afin d'assurer la continuité des programmes et activités approuvés, la priorité devrait être donnée au financement des contrats de l'Unité d'appui à l'application ; et

b) Les comptes de chaque exercice financier doivent rester ouverts pendant les douze mois suivants, puis être clôturés ; le solde final doit être déterminé et tout excédent de fonds être porté au crédit des États parties et défalqué de leur contribution suivante. Les soldes inutilisés à la fin de l'exercice financier peuvent être utilisés comme source de financement à court terme pour les activités prévues pendant cette période intérimaire.

C. Mesures visant à éviter un déficit systématique/une accumulation de passif

23. La Réunion des États parties :

a) A affirmé que les obligations financières pour une année donnée seraient limitées à un montant fondé sur le taux de recouvrement moyen au cours des trois années précédentes tant qu'il n'apparaîtrait pas, au vu des contributions pour l'année en question, que ce niveau serait dépassé. Le Président gèrera les incidences éventuelles sur le programme de travail approuvé, en consultation avec les autres membres du Bureau et d'une manière ouverte, transparente et consultative ;

b) A confirmé que les arriérés de contributions devraient être pris en compte dans le montant de la contribution initiale facturée à l'État partie concerné pour l'année en question ;

c) A prié l'Organisation des Nations Unies de calculer les sommes à porter au crédit des États parties ayant versé leur contribution pour un exercice financier donné sur la base du solde de trésorerie final après la clôture des comptes de cet exercice financier ; et

d) A décidé que les délégations des États signataires et des États observateurs non signataires devraient contribuer aux coûts des réunions auxquelles elles participent sur la base de leur part dans le barème des quotes-parts de l'Organisation des Nations Unies.

D. Mesures supplémentaires

24. En outre, la Réunion des États parties :

a) A demandé que l'Office des Nations Unies à Genève et l'Unité d'appui à l'application fassent régulièrement rapport sur les dépenses, les recouvrements et l'utilisation du Fonds de roulement ;

b) A prié le Président de la Réunion des États parties de 2019, en consultation étroite avec les États parties et compte tenu de leurs vues, le Bureau des affaires de désarmement et l'Office des Nations Unies à Genève, de définir d'autres

mesures, y compris d'éventuelles mesures d'incitation au paiement, qui seraient examinées à la Réunion des États parties de 2019 ; et

c) A décidé de continuer à suivre la situation financière concernant la Convention et a prié le Président de la Réunion des États parties de 2019, en étroite consultation avec le Bureau des affaires de désarmement et l'Office des Nations Unies à Genève, de présenter des rapports sur la situation financière générale concernant la Convention, sur l'application des mesures susmentionnées et sur les mesures supplémentaires qui pourraient être prises pour que les contributions soient versées en temps voulu comme prévu, qui seraient examinés à la Réunion des États parties de 2019. ».

2019

6. En ce qui concerne ce point de l'ordre du jour, le rapport final de la Réunion des États parties de 2019 contient ce qui suit⁵ :

« 22. La Réunion a examiné un rapport établi par le Président sur la situation financière générale de la Convention (BWC/MSP/2019/5). M. Daniel Feakes, Chef de l'Unité d'appui à l'application, a présenté l'état des contributions et les perspectives financières de la Convention au 5 décembre 2019.

23. Les États parties ont pris note du rapport établi par le Président et de l'exposé présenté par l'Unité d'appui à l'application. Ils se sont félicités de l'amélioration de la situation financière en 2019, grâce aux mesures adoptées par la Réunion des États parties en 2018, parmi lesquelles la mise en place d'un fonds de roulement. Ils ont souligné la nécessité de continuer à suivre la situation financière de la Convention et ont prié le Président de la Réunion des États parties de 2020 de rendre compte, en étroite consultation avec les États parties, l'Unité d'appui à l'application, le Bureau des affaires de désarmement de l'Organisation des Nations Unies et l'Office des Nations Unies à Genève, de la situation financière générale de la Convention et de l'état d'avancement des mesures approuvées en 2018, et d'évoquer, de manière transparente et en tenant compte des soldes créditeurs des États parties qui se sont acquittés de la totalité de leurs contributions, les autres mesures qui pourraient être prises pour que les contributions soient versées en temps voulu, aux fins de leur examen à la Réunion des États parties de 2020. ».

2020

7. En ce qui concerne ce point de l'ordre du jour, le rapport final de la Réunion des États parties de 2020 contient ce qui suit⁶ :

« 21. La Réunion a examiné un rapport établi par le Président sur la situation financière générale de la Convention (BWC/MSP/2020/5). Daniel Feakes, Chef de l'Unité d'appui à l'application, a présenté l'état des contributions et les perspectives financières de la Convention au 25 novembre 2021.

22. Les États parties ont pris note du rapport établi par le Président et de l'exposé présenté par l'Unité d'appui à l'application. Ils ont souligné qu'il était nécessaire de continuer à surveiller la situation financière de la Convention et d'explorer les éventuelles mesures supplémentaires susceptibles de la stabiliser en vue de les soumettre pour examen à la neuvième Conférence d'examen. Ils ont pris note des mesures adoptées par la Réunion des États parties de 2018, parmi lesquelles la création d'un fonds de roulement, qui doit être examinée à la neuvième Conférence d'examen.

⁵ BWC/MSP/2019/7, par. 22 et 23.

⁶ Voir le document BWC/MSP/2020/7, par. 21 à 23.

23. En plus des mesures approuvées par la Réunion des États parties de 2018, les États parties ont convenus de ce qui suit :

a) Conformément à l'alinéa e) du paragraphe 21 du rapport final de la Réunion des États parties de 2018, demander à l'ONU d'envoyer les avis de recouvrement fondés sur les coûts estimatifs au moins quatre-vingt-dix jours avant le début de l'exercice ou soixante jours après que les États parties ont adopté le budget de l'exercice suivant, la date la plus tardive étant retenue, afin d'encourager les États parties qui le peuvent à verser leur contribution de manière anticipée et ainsi d'améliorer la trésorerie ; et

b) Le montant créditeur est calculé à partir du même barème que celui qui a été utilisé pour déterminer la contribution initiale. ».

B. Examen des rapports factuels sur les travaux des réunions d'experts, y compris leurs possibles résultats

2018

8. En ce qui concerne ce point de l'ordre du jour, le rapport final de la Réunion des États parties de 2018 contient ce qui suit⁷ :

« 25. Conformément à la décision prise à la Réunion des États parties de 2017, les États parties ont continué, lors des réunions d'experts, de s'efforcer d'adopter des vues communes sur les questions relatives au renforcement de la Convention et des mesures effectives à leur sujet.

26. Aucun consensus n'a été atteint sur les délibérations, y compris sur les résultats possibles des réunions d'experts. ».

2019

9. En ce qui concerne ce point de l'ordre du jour, le rapport final de la Réunion des États parties de 2019 contient ce qui suit⁸ :

« 24. Conformément à la décision prise à la Réunion des États parties de 2017, les États parties ont continué, lors des réunions d'experts, de s'efforcer d'adopter des vues communes sur les questions relatives au renforcement de la Convention et de prendre des mesures efficaces à cet effet.

25. Il n'a pas été possible de parvenir à un consensus pendant les débats, y compris s'agissant des résultats possibles des réunions d'experts.

26. Les réunions d'experts se sont déroulées à Genève ; les questions dont elles avaient été saisies par la Réunion des États parties de 2017 y ont été examinées. La réunion d'experts sur la coopération et l'assistance, l'accent étant mis sur le renforcement de la coopération et de l'assistance au titre de l'article X (MX.1), s'est tenue les 29 et 30 juillet 2019, sous la présidence de M. Victor Dolidze, Ambassadeur de Géorgie. La Réunion d'experts chargée d'examiner les progrès des sciences et des techniques présentant un intérêt pour la Convention (MX.2) s'est tenue les 31 juillet et 2 août 2019, sous la présidence de M. Yury Nikolaichik (Biélorus). La Réunion d'experts sur le renforcement de l'application nationale (MX.3) s'est tenue le 5 août 2019, sous la présidence de M^{me} Lebogang Phihlela (Afrique du Sud). La Réunion d'experts sur l'assistance, l'intervention et la préparation (MX.4) s'est tenue les 6 et 7 août 2019, sous la présidence de M. Usman Iqbal Jadoon (Pakistan). La Réunion d'experts sur le renforcement institutionnel de la Convention (MX.5) s'est tenue le 8 août 2019 sous la présidence de M. Laurent Masméjean (Suisse).

⁷ Voir le document [BWC/MSP/2018/6](#), par. 25 et 26.

⁸ Voir le document [BWC/MSP/2019/7](#), par. 24 à 27.

27. La Réunion des États parties a remercié les Présidents des réunions d'experts et a pris note des rapports des réunions, publiés sous les cotes [BWC/MSP/2019/MX.1/2](#), [BWC/MSP/2019/MX.2/2](#), [BWC/MSP/2019/MX.3/2](#), [BWC/MSP/2019/MX.4/2](#) et [BWC/MSP/2019/MX.5/2](#). La Réunion des États parties a souligné l'intérêt des travaux des réunions d'experts et des débats qui se sont déroulés dans ce cadre. ».

2020

10. En ce qui concerne ce point de l'ordre du jour, le rapport final de la Réunion des États parties de 2020 contient ce qui suit⁹ :

« 24. Conformément à la décision prise à la Réunion des États parties de 2017, les États parties ont continué, aux réunions d'experts, de s'efforcer d'adopter des vues communes sur les questions relatives au renforcement de la Convention et des mesures effectives à leur sujet.

25. Les réunions d'experts se sont déroulées à Genève ; les questions dont elles avaient été saisies par la Réunion des États parties de 2017 y ont été examinées. Comme indiqué dans les rapports de chacune des réunions d'experts, ces réunions devaient initialement se tenir du 25 août au 3 septembre 2020. Elles ont toutefois été reportées à plusieurs reprises en raison de la pandémie de COVID-19, et les États parties ont finalement décidé, à l'issue d'une procédure écrite d'approbation tacite, qu'elles se tiendraient au Palais des Nations, à Genève, du 30 août au 8 septembre 2021. La réunion d'experts sur la coopération et l'assistance, l'accent étant mis sur le renforcement de la coopération et de l'assistance au titre de l'article X, s'est tenue les 30 et 31 août 2021 sous la présidence de Kimmo Laukkanen (Finlande). La Réunion d'experts chargée d'examiner les progrès des sciences et des techniques présentant un intérêt pour la Convention s'est tenue les 1^{er} et 2 septembre 2021 sous la présidence de Kazuhiro Nakai (Japon). La Réunion d'experts sur le renforcement de l'application nationale s'est tenue le 3 septembre 2021 sous la présidence d'Arman Baissuanov (Kazakhstan). La Réunion d'experts sur l'assistance, l'intervention et la préparation s'est tenue les 6 et 7 septembre 2021 sous la présidence d'Elena Kuzmanovska Biondic (Macédoine du Nord). La Réunion d'experts sur le renforcement institutionnel de la Convention s'est tenue le 8 septembre 2021 sous la présidence de Griselle del Carmen Rodriguez Ramirez (Panama).

26. La Réunion des États parties a remercié les Président(e)s des réunions d'experts et a pris note des rapports des réunions, publiés sous les cotes [BWC/MSP/2020/MX.1/2](#), [BWC/MSP/2020/MX.2/2/Rev.1](#), [BWC/MSP/2020/MX.3/2](#), [BWC/MSP/2020/MX.4/2](#) et [BWC/MSP/2020/MX.5/2](#). La Réunion des États parties a souligné l'intérêt des travaux des réunions d'experts et des débats qui se sont déroulés dans ce cadre.

27. La Réunion des États parties a examiné des propositions sur la façon de rendre compte des discussions, y compris des résultats possibles des réunions d'experts, mais sans dégager de conclusions.

28. La Réunion des États parties a accueilli avec satisfaction les discussions de fond des réunions d'experts. Aucun consensus n'a été atteint sur les délibérations, y compris sur les résultats possibles des réunions d'experts. ».

III. Observations d'ordre administratif et procédural formulées par l'Unité d'appui à l'application

11. Le programme intersessions pour 2018-2020, sur lequel s'était entendue la Réunion des États parties de 2017, représentait une rupture par rapport aux précédents programmes intersessions. Alors que toutes les réunions annuelles (tant les réunions d'experts que les Réunions des États parties) tenues dans le cadre des programmes intersessions précédents

⁹ Voir le document [BWC/MSP/2020/7](#), par. 24 à 28.

avaient été présidées par la même personne, le programme intersessions pour 2018-2020 s'est caractérisé par la tenue de cinq réunions d'experts distinctes, chacune présidée par une personne différente, la Réunion des États parties étant présidée par une autre personne encore. En raison de ce nouveau format, plus complexe, il a fallu consacrer beaucoup de temps à des questions de coordination, mais tous les groupes régionaux et un certain nombre d'États parties ont ainsi pu participer tout au long de ces années aux discussions tenues au titre de la Convention. Il était important d'organiser régulièrement des réunions du « bureau » pour assurer la coordination et la supervision du programme intersessions, a fortiori pendant la pandémie de COVID-19. Le nouveau format a également permis d'établir une distinction beaucoup plus nette entre les réunions d'experts, à caractère technique, et les Réunions des États parties, plus axées sur les aspects politiques.

12. Dans le programme intersessions pour 2018-2020, le nombre de jours consacrés aux discussions portant sur la Convention a également légèrement augmenté par rapport à la période intersessions précédente (2012-2015), qui ne comptait que dix jours de réunions par an, sans toutefois atteindre le niveau du programme intersessions pour 2003-2005, soit quinze jours de réunions par an. Malgré l'augmentation constatée par rapport à la période 2012-2015, il est cependant arrivé que le temps alloué ne soit pas suffisant. Ce fut le cas de la Réunion d'experts sur le renforcement de l'application nationale de 2019, et encore plus pour les Réunions des États parties, pour lesquelles la durée de quatre jours est apparue insuffisante pour mener à bien toutes les tâches assignées.

13. Au cours du programme intersessions pour 2018-2020, beaucoup de temps a été consacré aux questions financières, bien plus que lors des cycles précédents. Les Réunions des États parties de 2018, 2019 et 2020 avaient inscrit à leur ordre du jour un point intitulé « Gestion du programme intersessions : questions budgétaires et financières », au titre duquel la Réunion des États parties de 2018 avait approuvé une série de mesures financières qui avaient considérablement amélioré la situation financière de la Convention. La présidence de chaque Réunion des États parties a soumis un rapport sur la situation financière générale de la Convention, et la Réunion des États parties de 2020 a pris des mesures financières supplémentaires. Cependant, un certain nombre d'États parties ont encore des arriérés importants, et les présidents ont dû consacrer beaucoup de temps à inciter ces États à s'acquitter de leur dette, avec un certain succès.

14. La pandémie de COVID-19 a bien sûr eu des conséquences importantes sur le programme intersessions pour 2018-2020, car elle a entraîné le report de près d'un an des réunions initialement prévues en 2020. Afin de favoriser la tenue de discussions informelles sur des sujets intéressant la Convention, le Président de la Réunion des États parties de 2020 a demandé à l'Unité d'appui à l'application d'organiser des webinaires informels en coopération avec les présidents des réunions d'experts. Ces webinaires ont attiré de nombreux participants qui ont pu tenir des discussions informelles même lorsqu'il n'était pas possible d'organiser des réunions formelles.

15. La pandémie a accéléré et amplifié l'emploi d'autres innovations techniques. Avant même la pandémie, les réunions tenues au titre de la Convention étaient diffusées en direct sur la télévision en ligne des Nations Unies, ce qui relève désormais d'une pratique courante. Les enregistrements sont archivés et accessibles directement sur les pages du site Web de la Convention consacrées aux réunions, où l'on trouvera également les transcriptions automatiques des réunions¹⁰. Les améliorations apportées à l'infrastructure des salles de réunion au cours du programme intersessions ont également permis aux experts de faire plus facilement des exposés techniques et de diffuser des messages vidéo préenregistrés.

16. L'Unité d'appui à l'application espère que ces brèves observations d'ordre administratif et procédural pourront être utiles aux États parties aux fins de l'évaluation du programme intersessions pour 2018-2020 et de l'examen d'un éventuel programme intersessions consécutif à la neuvième Conférence d'examen.

¹⁰ Des liens vers les pages Web consacrées aux réunions tenues au titre de la Convention sont disponibles à l'adresse <https://www.un.org/disarmament/biological-weapons/about/meetings/>.

Annexe I

[Anglais seulement]

Working papers submitted by States Parties (2017-2020)

MX1 - Cooperation and Assistance, with a Particular Focus on Strengthening Cooperation and Assistance under Article X

2018 Working papers

[BWC/MSP/2018/MX.1/WP.1](#) - Australia's Article X report for 2016 and 2017 – Submitted by Australia

[BWC/MSP/2018/MX.1/WP.2](#) - Promotion of Capacity Building: Sustainable Laboratories for High Consequence Pathogens - Submitted by Canada and the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland

[BWC/MSP/2018/MX.1/WP.3](#)- Report on BWC Implementation Workshop Rabat, Morocco, 10-11 May 2018 - Submitted by the United States of America

[BWC/MSP/2018/MX.1/WP.4](#) - Outcome of the International Workshop on Cooperation and Assistance under Article X – Submitted by Norway

[BWC/MSP/2018/MX.1/WP.5](#) - Institutional Mechanism for International Co-operation and Compliance with Article X - Submitted by the Bolivarian Republic of Venezuela on behalf of the Group of the Non-Aligned Movement and Other States Parties to the BWC

[BWC/MSP/2018/MX.1/WP.6](#) - Cooperation and Assistance, with a particular focus on Strengthening Cooperation and Assistance under Article X - Submitted by the Islamic Republic of Iran

[BWC/MSP/2018/MX.1/WP.7](#)- Report on Implementation of Article X of the Biological and Toxin Weapons Convention - Submitted by the United States of America

[BWC/MSP/2018/MX.1/WP.8](#) - Comparative review of biological threats needs assessment and national action plans implemented under BTWC, EU CBRN Centres of Excellence, WHO (IHR-JEE), and 1540 UNSCR, African Regional Conference, 25-26 October 2017, Rabat, Morocco - Submitted by the European Union

[BWC/MSP/2018/MX.1/WP.9](#) - Improving the Utility and Functioning of the BWC Assistance and Cooperation Database - Submitted by the United States of America

[BWC/MSP/2018/MX.1/WP.10](#) - Participation of the Russian Federation in implementation of the Article X of the BTWC - Submitted by the Russian Federation

[BWC/MSP/2018/MX.1/WP.11](#) - Implementación del Artículo X de la Convención de Armas Biológicas (CAB) – Submitted by Cuba (Spanish only)

[BWC/MSP/2018/MX.1/WP.12](#) - Cooperation and Assistance, with a particular Focus on Strengthening Cooperation and Assistance under Article X - Submitted by the Bolivarian Republic of Venezuela on behalf of the Non-Aligned Movement and other States Parties to the Biological and Toxin Weapons Convention

2019 Working papers

[BWC/MSP/2019/MX.1/WP.1](#) - Facilitating the fullest possible exchange of science and technology under Article X - Submitted by the United States of America

[BWC/MSP/2019/MX.1/WP.2](#) - Capacity Building through International Cooperation: The British Medical Journal's Clinical Decision Support Training Initiative - Submitted by the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland

[BWC/MSP/2019/MX.1/WP.3](#) - Institutional Mechanism for International Cooperation and Compliance with Article X - Submitted by the Bolivarian Republic of Venezuela on behalf of the Group of the Non-Aligned Movement and Other States Parties to the Biological Weapons Convention

[BWC/MSP/2019/MX.1/WP.4](#) - Cooperation and Assistance, with a particular focus on Strengthening Cooperation and Assistance under Article X - Submitted by the Islamic Republic of Iran

[BWC/MSP/2019/MX.1/WP.5](#) - Report on implementation of Article X of the Biological and Toxin Weapons Convention - Submitted by the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland

[BWC/MSP/2019/MX.1/WP.6](#) - Cooperation and Assistance, with a particular Focus on Strengthening Cooperation and Assistance under Article X - Submitted by the Bolivarian Republic of Venezuela on behalf of the Non-Aligned Movement and other States Parties to the BWC

2020 Working papers

[BWC/MSP/2020/MX.1/WP.1](#) - Report on Implementation of Article X of the Biological and Toxin Weapons Convention - Submitted by the United States of America

[BWC/MSP/2020/MX.1/WP.2](#) - What constitutes assistance and cooperation under Article X ? -Submitted by the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland

[BWC/MSP/2020/MX.1/WP.3](#) - Proposal for establishment of an international platform dedicated to biosecurity and biosafety: SecBio - Submitted by France

[BWC/MSP/2020/MX.1/WP.4](#) - Contributions to the global response to the COVID-19 pandemic - Submitted by the United States

[BWC/MSP/2020/MX.1/WP.5](#) - Pandemia as catalyst to enhance cooperation and assistance? Germany's continued implementation of Article X under the special circumstances of COVID-19 - Submitted by Germany

[BWC/MSP/2020/MX.1/WP.6](#) - Challenges and obstacles to international cooperation, assistance and exchange in the biological sciences and technology under Article X - Submitted by the Islamic Republic of Iran

[BWC/MSP/2020/MX.1/WP.7](#) - Difficulties and obstacles faced by Cuba for the full implementation of Article X of the Biological Weapons Convention - Submitted by Cuba

MX2 - Review of Developments in the Field of Science and Technology Related to the Convention

2018 Working papers

[BWC/MSP/2018/MX.2/WP.1](#) - Germany's best practice in handling (bio)security-relevant research: Self-governance organized by the German National Academy of Sciences Leopoldina and the German Research Foundation (DFG) - Submitted by Germany

[BWC/MSP/2018/MX.2/WP.2](#) - Technical Working Paper on Genome Editing and Other Scientific and Technological Developments of Relevance to the Convention - Submitted by Switzerland

[BWC/MSP/2018/MX.2/WP.3](#) - Review of Developments in the Field of Science and Technology Related to the Convention - Genome editing – Submitted by Australia

[BWC/MSP/2018/MX.2/WP.4](#) - Genome editing: addressing implications for the Biological and Toxin Weapons Convention - Submitted by the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland

[BWC/MSP/2018/MX.2/WP.5](#) - Recent Advances in Gene Editing and Synthesis Technologies and their Implications - Submitted by the United States of America

[BWC/MSP/2018/MX.2/WP.6](#) - Review of Developments in the Field of Science and Technology Related to the Convention - Genome Editing - Submitted by the Islamic Republic of Iran

[BWC/MSP/2018/MX.2/WP.7](#) - Report of the Scientific Advisory Board of the Organisation for the Prohibition of Chemical Weapons on Developments in Science and Technology for the Fourth Special Session of the Conference of the States Parties to Review the Operation of the Chemical Weapons Convention - Note by the Implementation Support Unit

[BWC/MSP/2018/MX.2/WP.8](#) - Response by the Director-General of the Organisation for the Prohibition of Chemical Weapons on the Report of the Scientific Advisory Board of the on Developments in Science and Technology for the Fourth Special Session of the Conference of the States Parties to Review the Operation of the Chemical Weapons Convention - Note by the Implementation Support Unit

[BWC/MSP/2018/MX.2/WP.9](#) - Proposal for the development of a model code of conduct for biological scientists under the Biological Weapons Convention - Submitted by China and Pakistan

[BWC/MSP/2018/MX.2/WP.10](#) - Códigos de Conducta en el Marco de la Convención de Armas Biológicas – Submitted by Cuba

[BWC/MSP/2018/MX.2/WP.11](#) - Nuevos adelantos de la Ciencia y la Tecnología en la Esfera de la Biología, en particular la Edición de Genes y la Biología Sintética – Submitted by Cuba

[BWC/MSP/2018/MX.2/WP.12](#) - Review of Developments in the field of Science and Technology related to the Convention - Submitted by the Bolivarian Republic of Venezuela on behalf of the Non-Aligned Movement

2019 Working papers

[BWC/MSP/2019/MX.2/WP.1](#) - Rethinking the BTWC science and technology review: A renewed case for a BTWC Scientific and Technological Experts Advisory Forum (STEAF) - Submitted by Germany, co-sponsored by the Netherlands and Sweden

[BWC/MSP/2019/MX.2/WP.1/Corr.1](#) - Rethinking the BTWC science and technology review: A renewed case for a BTWC Scientific and Technological Experts Advisory Forum (STEAF) - Submitted by Germany, co-sponsored by Chile, the Netherlands and Sweden

[BWC/MSP/2019/MX.2/WP.2](#) - Scientific and Technological Developments of Relevance to the Convention and the Assessment of Benefits and Risks - Submitted by Switzerland

[BWC/MSP/2019/MX.2/WP.3](#) - Approaches to Risk and Benefit Assessment for Advances in the Life Sciences - Submitted by the United States of America

[BWC/MSP/2019/MX.2/WP.4](#) - Review of Developments in the Field of Science and Technology Related to the Convention – Synthetic biology - Submitted by Australia

[BWC/MSP/2019/MX.2/WP.5](#) - Scientific and Technological Developments of Relevance to the Convention - Submitted by the Islamic Republic of Iran

[BWC/MSP/2019/MX.2/WP.6](#) - Biological risk assessment and management: some further considerations - Submitted by the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland

[BWC/MSP/2019/MX.2/WP.7](#) - Review of Developments in the Field of Science and Technology Related to the Convention - Submitted by the Bolivarian Republic of Venezuela on behalf of the Group of the Non-Aligned Movement and Other States Parties to the BWC

2020 Working papers

[BWC/MSP/2020/MX.2/WP.1](#) - Approaches to Governance for Scientific and Technological Advances in the Life Sciences Relevant to the Biological and Toxin Weapons Convention - Submitted by the United States of America

[BWC/MSP/2020/MX.2/WP.2](#) - Biorisk management standards and their role in BTWC implementation - Submitted by Austria, Belgium, Chile, France, Germany, Iraq, Ireland, Netherlands, Spain and Thailand

[BWC/MSP/2020/MX.2/WP.3](#) - Biological risk assessment and management: a need for guiding principles and frameworks-Submitted by the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland

[BWC/MSP/2020/MX.2/WP.4](#) - Strengthening the Biological Weapons Convention Proposal for the establishment of a Scientific Advisory Committee - Submitted by the Russian Federation

[BWC/MSP/2020/MX.2/WP.5*](#) - Exploring Science and Technology Review Mechanisms under the Biological Weapons Convention - Submitted by Germany

[BWC/MSP/2020/MX.2/WP.6](#) - The Tianjin Biosecurity Guidelines for Codes of Conduct for Scientists - Submitted by China and Pakistan

[BWC/MSP/2020/MX.2/WP.6/Corr.1](#) - The Tianjin Biosecurity Guidelines for Codes of Conduct for Scientists - Submitted by China and Pakistan, co-sponsored by Brazil

[BWC/MSP/2020/MX.2/WP.7](#) - A Scientific and Technological Advisory Process for the Biological and Toxin Weapons Convention - Submitted by the United States

[BWC/MSP/2020/MX.2/WP.8](#) - Summary of October 2020 Experts' Meeting on Strengthening Laboratory Biorisk Management - Submitted by the United States

[BWC/MSP/2020/MX.2/WP.9](#) - Benefits of science and technology developments for the global COVID-19 response - Submitted by the United States

[BWC/MSP/2020/MX.2/WP.10](#) - Managing Biosafety and Biosecurity Risks: The Importance of Codes of Conduct and a BTWC Science and Technology Advisory Process - Submitted by Switzerland

[BWC/MSP/2020/MX.2/WP.11](#) - Review Process of Science and Technology Developments relevant to the BWC: Some Considerations - Submitted by the Islamic Republic of Iran

[BWC/MSP/2020/MX.2/WP.12](#) - Examen de los adelantos en la esfera de la ciencia y la tecnología relacionados con la Convención - Presentado por Cuba

MX3 – Strengthening National Implementation

2018 Working papers

[BWC/MSP/2018/MX.3/WP.1/Rev.1](#) - El transporte de agentes biológicos debe protegerse con medidas de Biocustodia - Submitted by Chile, Colombia, Panama and Spain (unofficial English translation in the annex)

[BWC/MSP/2018/MX.3/WP.2](#) - Building Confidence in Compliance: Peer Review Transparency Exercise at the Richard Lugar Center for Public Health Research (CPHR) of the National Center for Disease Control and Public Health (NCDC) in Tbilisi, Georgia - Submitted by Georgia, co-sponsored by Germany

[BWC/MSP/2018/MX.3/WP.3](#) - Improving the Quality of CBM Information: A Review of Recent Proposals and Some Suggestions for Future Work - Submitted by the United States of America

[BWC/MSP/2018/MX.3/WP.4](#) - Strengthening national implementation: The UK Biological Security Strategy 2018 - Submitted by the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland

[BWC/MSP/2018/MX.3/WP.5](#) - Séminaire sur la mise en œuvre de la Convention sur l'Interdiction des Armes Biologiques et à Toxines (Rabat, 10 et 11 Mai 2018) - Submitted by Morocco

[BWC/MSP/2018/MX.3/WP.6](#) - Step-by-Step Approach to CBM Participation Submitted by Japan, Co-sponsored by Australia, Germany, Malaysia, and Switzerland

[BWC/MSP/2018/MX.3/WP.6/Corr.1](#) - Step-by-Step Approach to CBM Participation Submitted by Japan, Co-sponsored by Australia, Germany, Malaysia, Republic of Korea and Switzerland

[BWC/MSP/2018/MX.3/WP.7](#) - National Implementation under Article IV - Submitted by the Islamic Republic of Iran

[BWC/MSP/2018/MX.3/WP.8](#) - Cumplimiento de las Disposiciones de la Convención de Armas Biológicas (CAB) – Submitted by Cuba

[BWC/MSP/2018/MX.3/WP.9](#) - Strengthening National Implementation - Submitted by the Bolivarian Republic of Venezuela on behalf of the Non-Aligned Movement and other States Parties to the Biological and Toxin Weapons Convention

2019 Working papers

[BWC/MSP/2019/MX.3/WP.1](#) - Strengthening National Implementation: The United States National Biodefense Strategy - Submitted by the United States of America

[BWC/MSP/2019/MX.3/WP.2/Rev.1](#) - Proposals to Enhance Confidence-Building Measures Participation - Submitted by Japan, co-sponsored by Australia, Germany, Malaysia and Republic of Korea

[BWC/MSP/2019/MX.3/WP.3](#) - National Implementation under Article IV - Submitted by the Islamic Republic of Iran

[BWC/MSP/2019/MX.3/WP.4](#) - Confidence Building Measure G - Declaration of Vaccine Production Facilities: identifying additional relevant facilities - Submitted by Sweden, Switzerland and the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland

[BWC/MSP/2019/MX.3/WP.5](#) - An Exchange Platform for Voluntary Transparency Exercises - Submitted by France

[BWC/MSP/2019/MX.3/WP.6](#) - Strengthening National Implementation - Submitted by the Bolivarian Republic of Venezuela on behalf of the Non-Aligned Movement and other States Parties to the Biological and Toxin Weapons Convention

2020 Working papers

[BWC/MSP/2020/MX.3/WP.1](#) - Online training course for Biological Weapons Convention National Contact Points in Southeast Asia : a model approach for other regions - Submitted by Japan

[BWC/MSP/2020/MX.3/WP.2](#) - U.S. Project to Strengthen BWC National Implementation: An Offer of Assistance - Submitted by the United States

[BWC/MSP/2020/MX.3/WP.3](#) - Strengthening National Implementation: The National Biorisk Management Committee in Iraq (Overview) - Submitted by the Republic of Iraq

[BWC/MSP/2020/MX.3/WP.4](#) - An exchange Platform for voluntary transparency exercises: Terms of reference - Submitted by Belgium, Canada, Czech Republic, France, Georgia, Germany, Luxembourg, Netherlands and Spain

[BWC/MSP/2020/MX.3/WP.5](#) - Fortalecimiento de la Implementación Nacional - Presentado por Cuba

MX4 – Assistance, Response and Preparedness

2018 Working papers

[BWC/MSP/2018/MX.4/WP.1](#) - Assistance and protection from biological weapons in the context of Article VII of the Biological Weapons Convention - Submitted by the Russian Federation (unofficial English translation in the annex)

[BWC/MSP/2018/MX.4/WP.2](#) - The United Kingdom public health rapid support team concept - Submitted by the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland

[BWC/MSP/2018/MX.4/WP.3](#) - Implementation of Article VII - Submitted by South Africa

[BWC/MSP/2018/MX.4/WP.4](#) - Provision of assistance to a State Party that has been exposed as a result of a violation of the Convention - Submitted by South Africa

[BWC/MSP/2018/MX.4/WP.5](#) - Recent International Developments Relevant to Article VII - Submitted by the United States of America

[BWC/MSP/2018/MX.4/WP.6](#) - Australia's Health Security Initiative: Strengthening regional response capabilities for infectious disease outbreaks - Submitted by Australia

[BWC/MSP/2018/MX.4/WP.7](#) - Strengthening Cooperation among States Parties and Relevant International Organizations in Response to Deliberate Spread of Infectious Diseases - Submitted by Japan, co-sponsored by the Netherlands and the United Kingdom

[BWC/MSP/2018/MX.4/WP.8](#) - A contribution to the discussions on the practical challenges facing the implementation of Article VII, and possible solutions - Submitted by Canada

[BWC/MSP/2018/MX.4/WP.9](#) - Strengthening Article VII: International Cooperation and Assistance in Preparing for and Responding to Biological Incidents - Submitted by the United States of America

[BWC/MSP/2018/MX.4/WP.10](#) - Investigations of Alleged Biological Weapons Use: Overlap with Public Health Assistance under Article VII of the Biological and Toxin Weapons Convention - Submitted by the United States of America

[BWC/MSP/2018/MX.4/WP.11](#) - Assistance, response and preparedness - Submitted by the Bolivarian Republic of Venezuela on behalf of the Non-Aligned Movement and other States Parties to the Biological and Toxin Weapons Convention

2019 Working papers

[BWC/MSP/2019/MX.4/WP.1](#) – An integrated approach to preparedness, detection, and response to agricultural threats: The experience of the United States - Submitted by the United States of America

[BWC/MSP/2019/MX.4/WP.2](#) - Update on Australia's Health Security Initiative for the Indo-Pacific region: Strengthening regional response capabilities for infectious disease outbreaks – Submitted by Australia

[BWC/MSP/2019/MX.4/WP.3](#) - Approach to Strengthening Measures for Emerging Infectious Diseases based on Lessons Learned from the Ebola Outbreak – Submitted by Japan

[BWC/MSP/2019/MX.4/WP.4](#)-Strengthening National, Sub-Regional and International Capacities to Prepare for and Respond to the Deliberate Use of Biological Weapons: Project update – Submitted by Japan

[BWC/MSP/2019/MX.4/WP.5](#) - Possible hostile use of biological agents and toxins against livestock: Existing support mechanisms by relevant international organizations and capacity

building efforts by Canada through the G7-Led Global Partnership Against the Spread of Weapons and Materials of Mass Destruction - Submitted by Canada

[BWC/MSP/2019/MX.4/WP.6](#) - Core Elements for an Effective Article VII Response: the need for an international coordinating body - Submitted by the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland

[BWC/MSP/2019/MX.4/WP.7](#) - Assistance, response and preparedness - Submitted by the Bolivarian Republic of Venezuela on behalf of the Non-Aligned Movement and other States Parties to the BWC

2020 Working papers

[BWC/MSP/2020/MX.4/WP.1](#) - Strengthening National, Sub-Regional and International Capacities to Prepare for and Respond to the Deliberate Use of Biological Weapons”: Project update - Submitted by Japan

[BWC/MSP/2020/MX.4/WP.2](#) - Strengthening the Biological Weapons Convention Operationalising mobile biomedical units to deliver protection against biological weapons, investigate their alleged use, and to suppress epidemics of various etiology- Submitted by the Russian Federation

[BWC/MSP/2020/MX.4/WP.3](#) - Proposal for the establishment of a database for assistance under Article VII of the Biological and Toxin Weapons Convention: specific pending issues and way forward for the operationalization of the proposal - Submitted by India and France

[BWC/MSP/2020/MX.4/WP.3/Corr.1](#) - Proposal for the establishment of a database for assistance under Article VII of the Biological and Toxin Weapons Convention: specific pending issues and way forward for the operationalization of the proposal - Submitted by India and France

[BWC/MSP/2020/MX.4/WP.4*](#) - Lessons Learned in International Cooperation and Assistance from an Agricultural Incident - Submitted by the United States

[BWC/MSP/2020/MX.4/WP.5](#) - Strengthening Capacities in Responding to and Preparing for the Deliberate Use of Biological Weapons: Lessons Learned from UNSGM Table Top Exercise 2020 and Outlook to the Capstone Field Exercise - Submitted by Germany

MX5 – Institutional Strengthening of the Convention

2018 Working papers

[BWC/MSP/2018/MX.5/WP.1](#) - Investigation framework to strengthen the Biological Weapons Convention - Submitted by Japan

[BWC/MSP/2018/MX.5/WP.2](#) - Further strengthen the Convention and its functioning - Submitted by Cuba

[BWC/MSP/2018/MX.5/WP.3](#) - Institutional Strengthening of the BWC - Submitted by the United States of America

[BWC/MSP/2018/MX.5/WP.4](#) - Institutional Strengthening of the Convention - Submitted by the Bolivarian Republic of Venezuela on behalf of the Non-Aligned Movement and other States Parties to the Biological and Toxin Weapons Convention

2019 Working papers

[BWC/MSP/2019/MX.5/WP.1](#) - Institutional strengthening of the Convention: Reflections on the 2001 Protocol and the verification challenge - Submitted by the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland

[BWC/MSP/2019/MX.5/WP.2](#) - Utilizing the Convention's Tools to Strengthen its Institutional Functions - Submitted by the United States of America

[BWC/MSP/2019/MX.5/WP.3](#) - International conference "Global biosecurity challenges. Problems and solutions", Sochi, 20-21 June 2019 – Submitted by the Russian Federation [unofficial English translation in annex]

[BWC/MSP/2019/MX.5/WP.4](#) - Institutional Strengthening of the Convention - Submitted by the Bolivarian Republic of Venezuela on behalf of the Non-Aligned Movement and other States Parties to the BWC

2020 Working papers

[BWC/MSP/2020/MX.5/WP.1](#) - Review conferences, decision making and future institutional strengthening of the Convention-Submitted by the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland

[BWC/MSP/2020/MX.5/WP.2](#) - Strengthening the Biological Weapons Convention (BWC) Proposal for the BWC Article VI Implementation - Submitted by the Russian Federation

[BWC/MSP/2020/MX.5/WP.3](#) - Proposal for inclusion in the final document of the Ninth Review Conference of the Biological Weapons Convention - Submitted by the Russian Federation

[BWC/MSP/2020/MX.5/WP.4](#) - Concept note on the creation of an International Agency for Biological Safety (IABS) - Submitted by Kazakhstan

[BWC/MSP/2020/MX.5/WP.5](#) - III International research and practical Conference "Global Biosecurity Challenges. Problems and Solutions" (Sochi, 24-25 June 2021) - Submitted by the Russian Federation

[BWC/MSP/2020/MX.5/WP.5/Corr.1](#) - III International research and practical Conference "Global Biosecurity Challenges. Problems and Solutions" (Sochi, 24-25 June 2021) - Submitted by the Russian Federation

[BWC/MSP/2020/MX.5/WP.6](#) - Enhancing Gender Equality and Women's Empowerment as an Integral Part of the Institutional Strengthening of the Biological Weapons Convention (BWC) - Submitted by Panama

Meetings of States Parties

2017 Working papers

[BWC/MSP/2017/WP.1](#) - Peer Review Exercise on the National Implementation of the Biological Weapons Convention (Morocco 9-11 May 2017) - Submitted by Morocco

[BWC/MSP/2017/WP.2](#) - Need to establish a BWC science and technology review process - Submitted by Switzerland

[BWC/MSP/2017/WP.3](#) - Strengthening the Biological and Toxin Weapons Convention through a reinforced intersessional work programme - Submitted by the members of the Global Partnership Against the Spread of Weapons and Materials of Mass Destruction: Australia, Belgium, Canada, Chile, the Czech Republic, Denmark, Finland, France, Georgia, Germany, Hungary, Ireland, Italy, Japan, Jordan, Kazakhstan, Republic of Korea, Mexico, Netherlands, New Zealand, Norway, Philippines, Poland, Portugal, Spain, Sweden, Switzerland, Ukraine, the United Kingdom, the United States of America, and the European Union

[BWC/MSP/2017/WP.4](#) - Peer Review in the BWC Context. Working with Colleagues to Strengthen the Convention: Possible roles for a BWC Peer Review as a Transparency and Confidence-Building Measure - Submitted by Germany

[BWC/MSP/2017/WP.5](#) - Efforts of Kyrgyzstan in implementation of the Biological Weapons Convention - Submitted by Kyrgyzstan

[BWC/MSP/2017/WP.6](#) - Confidence Building Measure G - Declaration of Vaccine Production Facilities: Potential for Missed Reporting of Relevant Facilities - Submitted by the Netherlands, Switzerland and the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland

[BWC/MSP/2017/WP.7](#) - Report on Implementation of Article X of the Biological and Toxin Weapons Convention - Submitted by the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland

[BWC/MSP/2017/WP.8](#) - Intersessional Programme - Submitted by Cuba

[BWC/MSP/2017/WP.9](#) - The Mantra of Confidence Building: Proposal for the 2018 2020 Intersessional Process - Submitted by Germany, Japan and the United States of America

[BWC/MSP/2017/WP.10](#) - Elements of a Possible Intersessional Process - Submitted by Russian Federation, United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and United States of America

[BWC/MSP/2017/WP.11](#) - Biopreparedness field training exercises: national and international capacity-building - Submitted by Portugal

[BWC/MSP/2017/WP.12](#) - Institutional Mechanism for International Cooperation and Compliance with Article X – Submitted by the Bolivarian Republic of Venezuela on behalf of the Group of the Non-Aligned Movement and Other States

[BWC/MSP/2017/WP.13](#) – Visitas Voluntarias: Un instrumento para una mejor cooperación en el marco de la CABT - Presentado por Chile, Ecuador, El Salvador, España, Guatemala, México, República Dominicana, Panamá, Paraguay y Perú

[BWC/MSP/2017/WP.13/Corr.1](#) – Visitas Voluntarias: Un instrumento para una mejor cooperación en el marco de la CABT - Presentado por Chile, Colombia, Ecuador, El Salvador, España, Guatemala, México, República Dominicana, Panamá, Paraguay y Perú

[BWC/MSP/2017/WP.14](#) - Step-by-Step Approach to CBM Participation - Submitted by Australia, Canada, Germany, Japan, Malaysia, Republic of Korea and Switzerland

[BWC/MSP/2017/WP.15](#) - Strengthening cooperation with international organizations - Submitted by Australia, Japan, the Netherlands and the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland

[BWC/MSP/2017/WP.17](#) - International activities of Global Partnership Member Countries related to Article X of the Biological and Toxin Weapons Convention - Submitted by: Canada, Denmark, European Union, Finland, Germany, Italy, Japan, Netherlands, Spain, Sweden, United Kingdom, and United States of America

[BWC/MSP/2017/WP.16](#) - Analyse des risques et menaces biologiques – Soumis par la France

[BWC/MSP/2017/WP.18](#) - The European Union's continued support for strengthening the Biological and Toxin Weapons Convention - Submitted by the European Union

[BWC/MSP/2017/WP.19](#) - Implementation of Articles IV and X of the Biological Weapons Convention - Submitted by the Republic of Korea

[BWC/MSP/2017/WP.20](#) - Responding to deliberate biological release: the requirements for effective, coordinated international action - Submitted by Canada, the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the United States of America

[BWC/MSP/2017/WP.21](#) - Intersessional Programme - Submitted by the Bolivarian Republic of Venezuela on behalf of the Group of the Non-Aligned Movement and Other States

[BWC/MSP/2017/WP.22](#) - Awareness-raising, education and outreach: recent developments - Submitted by Ukraine, Japan, UK

[BWC/MSP/2017/WP.22/Corr.1](#) - Awareness-raising, education and outreach: recent developments - Submitted by Ukraine, Japan, UK

[BWC/MSP/2017/WP.23](#) - Dificultades y obstáculos que enfrenta Cuba para la plena aplicación del Artículo X de la Convención sobre Armas Biológicas - Presentado por Cuba

[BWC/MSP/2017/WP.24](#) - Submitted by Malaysia and the United States of America - Report on BWC relevant developments by International Expert

2018 Working papers

[BWC/MSP/2018/WP.1](#) - Strengthening implementation of Article III of the BTWC - Submitted by India and the United States of America

[BWC/MSP/2018/WP.2](#) - Article X reports: Australia's approach to structure and content - Submitted by Australia

[BWC/MSP/2018/WP.3](#) - Dificultades y obstáculos que enfrenta Cuba para la plena aplicación del Artículo X de la Convención sobre Armas Biológicas - Submitted by Cuba (unofficial English translation contained in the annex)

[BWC/MSP/2018/WP.4](#) - Approach to Strengthening Measures for Emerging Infectious Diseases based on Lessons Learned from the Ebola Outbreak - Submitted by Japan

[BWC/MSP/2018/WP.5](#) - Building Confidence through Transparency: Peer Review Transparency Visit at the Richard Lugar Center for Public Health Research of the National Center for Disease Control and Public Health in Tbilisi, Georgia - Submitted by Georgia and Germany, co-sponsored by Austria, Belgium, Columbia, Iraq, Hungary, Malaysia, Mali, the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the United States of America

[BWC/MSP/2018/WP.5/Corr.1](#) - Submitted by Georgia and Germany, co-sponsored by Austria, Belgium, Chile, Colombia, Hungary, Iraq, Malaysia, Mali, Montenegro, the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the United States of America

[BWC/MSP/2018/WP.6](#) - Core Elements for an Effective Article VII Response - Submitted by the Russian Federation and the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland (unofficial Russian translation contained in the annex)

[BWC/MSP/2018/WP.7](#) - Proposal for establishment of a database for assistance in the framework of Article VII of the Biological Weapons Convention - Submitted by France and India

[BWC/MSP/2018/WP.8](#) - Report of the Regional Workshop for Central Asian States Parties to the Biological Weapons Convention on scientific and practical implementation issues (Almaty, Kazakhstan, 23-24 October 2018) - Submitted by Kazakhstan, co-sponsored by Germany

[BWC/MSP/2018/WP.9](#) - International Activities of Global Partnership Member Countries related to Article X of the Biological and Toxin Weapons Convention - Submitted by Canada, Denmark, European Union, Germany, Italy, Japan, the Netherlands, Spain, Sweden, United Kingdom, and United States

[BWC/MSP/2018/WP.10](#) - A new initiative to promote voluntary transparency and confidence building measures - Submitted by France

[BWC/MSP/2018/WP.11](#) - Transparency visit to the Lugar Center, Georgia: An Independent Report – Submitted by Georgia

2019 Working papers

[BWC/MSP/2019/WP.1](#) - Dificultades y obstáculos que enfrenta Cuba para la plena aplicación del Artículo X de la Convención sobre Armas Biológicas - Presentado por Cuba [Unofficial English translation - [Difficulties and obstacles faced by Cuba for the full implementation of Article X of the Biological Weapons Convention](#)]

[BWC/MSP/2019/WP.2](#) - Fortalecimiento Institucional de la Convención de Armas Biológicas - Presentado por Cuba [Unofficial English translation - [Institutional Strengthening of the Biological Weapons Convention](#)]

[BWC/MSP/2019/WP.3](#) - Report on Germany's Implementation of Article X with a special focus on the "German Biosecurity Programme" - Submitted by Germany

[BWC/MSP/2019/WP.4](#) - Investigating alleged use of biological agents against agriculture, livestock and the natural environment: A practical approach - Submitted by Portugal

[BWC/MSP/2019/WP.5](#) - Implementation of Articles IV and X of the Biological Weapons Convention - Submitted by the Republic of Korea

2020 Working papers

[BWC/MSP/2020/WP.1](#) - Proposal to enhance the format of confidence-building measures under the Biological Weapons Convention - Submitted by the Russian Federation

[BWC/MSP/2020/WP.2](#) - Strengthening the Biological Weapons Convention (BWC). Proposal for the BWC Article VI Implementation - Submitted by the Russian Federation

[BWC/MSP/2020/WP.3](#) - Proposal for the establishment of a database for assistance under Article VII of the Biological and Toxin Weapons Convention - Submitted by France and India

[BWC/MSP/2020/WP.4](#) - An exchange Platform for voluntary transparency exercises: terms of reference - Submitted by Belgium, Canada, Chile, Czech Republic, France, Georgia, Germany, Luxembourg, Mexico, Morocco, Netherlands and Spain

[BWC/MSP/2020/WP.5](#) - Proposal for establishment of an international platform dedicated to biosecurity and biosafety: SecBio - Submitted by France

[BWC/MSP/2020/WP.6](#) - Enhancing Gender Equality and Women's Empowerment as an Integral Part of the Institutional Strengthening of the Biological Weapons Convention (BWC)

[BWC/MSP/2020/WP.7](#) - The Tianjin Biosecurity Guidelines for Codes of Conduct for Scientists - Submitted by China and Pakistan, Co-sponsored by Brazil

[BWC/MSP/2020/WP.8](#) - Implementation of Articles IV and X of the Biological Weapons Convention - Submitted by the Republic of Korea

[BWC/MSP/2020/WP.9](#) - Report on Implementation of Article X of the Convention on the Prohibition of the Development, Production and Stockpiling of Bacteriological (Biological) and Toxin Weapons and on their Destruction - Submitted by the Russian Federation

[BWC/MSP/2020/WP.10](#) - Difficulties and obstacles faced by Cuba for the full implementation of Article X of the Biological Weapons Convention - Submitted by Cuba

[BWC/MSP/2020/WP.11](#) - Article X Cooperation and Laboratory Support: The Example of the Biological Threat Reduction Program - Submitted by the United States of the America

[BWC/MSP/2020/WP.12](#) - Current Trends and their Implications to the Biological Weapons Convention - Submitted by the United States of the America

[BWC/MSP/2020/WP.13](#) - Progress on Dissemination of the Tianjin Biosecurity Guidelines for Codes of Conduct for Scientists - Submitted by China and Pakistan

[BWC/MSP/2020/WP.14](#) - Nomination for the Presidency of the Ninth BWC Review Conference - Submitted by India

[BWC/MSP/2020/WP.15](#) - Concept note and chart produced by the Chairperson of the 2020 Meeting of Experts on Review of Developments in the Field of Science and Technology Related to the Convention - Submitted by Japan

[BWC/MSP/2020/WP.16](#) - Proposals to the BWC MSP 2020 Draft Final Report - Submitted by the Russian Federation

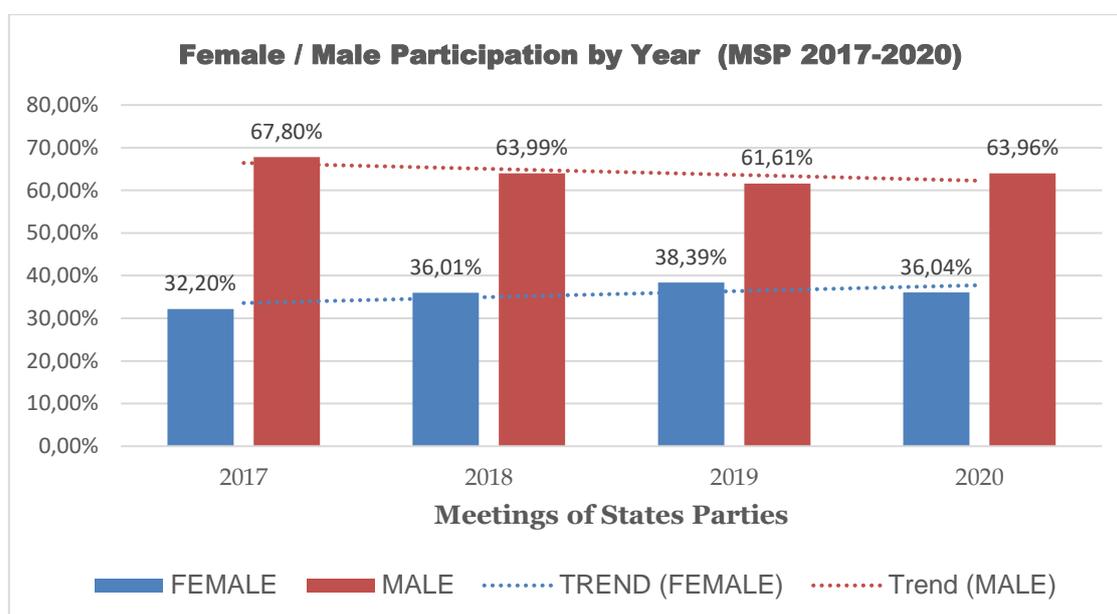
Annexe II

[Anglais seulement]

Gender distribution at BWC meetings from 2017 to 2020

The charts below shows that participation by gender in BWC meetings is not equal, as more men are represented than women, for both the Meetings of States Parties, as well as the Meetings of Experts.

The data below are based on registrations in the online Indico system, and include the following categories of participants: States Parties, Signatory States, States not party, and experts from international organizations, as well as Non-Governmental Organizations.

Figure I**Figure II**